

Cinquantenaire de la naissance du PSU : avril 1960-avril 2010

Par Gérard Lindeperg

On pouvait redouter une réunion d'anciens combattants rassemblés autour de souvenirs plus ou moins anecdotiques. Il n'en fut rien. Les débats, riches et denses, se concentrèrent au contraire sur le contexte d'aujourd'hui à la lumière de l'expérience passée. Et comme l'utopie n'est jamais absente des débats du PSU, les enjeux des 50 ans à venir furent aussi présents que la rétrospective du demi-siècle écoulé.

Qu'avaient en commun ces 500 personnes, plus de 20 ans après la dissolution du PSU ? Les uns adhèrent au PS, d'autres aux Verts, quelques uns au NPA, mais tous sont encore engagés aujourd'hui dans le syndicalisme, le mouvement associatif ou l'économie sociale. Avoir été au PSU, c'est d'abord avoir été un militant à travers un engagement global qui liait l'action politique et l'insertion dans la société civile, qui articulait luttes sociales et combats électoraux. Les débats internes furent très vifs au PSU mais toujours dans un contexte de chaleur militante qui hier permit d'agir dans le même parti et aujourd'hui de débattre dans le respect mutuel en dépit de la diversité des parcours.

Les fondateurs disparus furent bien sûr évoqués : Bourdet, Martinet, Depreux, Poperen, Mallet, Lambert, Heurgon et tant d'autres qui contribuèrent à la rénovation de la pensée socialiste dans les vingt années d'après-guerre. Mais les principaux acteurs des années 60 sont toujours présents et démontrent au cours de ces deux journées qu'ils n'ont rien perdu de leur vitalité intellectuelle : Henri Leclerc, Roland Cayrol, Jacques Sauvageot, Robert Chapuis et bien sûr Michel Rocard qui resitua l'action du PSU dans le contexte de développement économique des trente glorieuses avant d'analyser la crise du capitalisme financier d'aujourd'hui.

La naissance du PSU fut d'abord l'expression d'un mouvement d'indignation et de révolte contre la guerre d'Algérie avec son cortège de tortures et d'exactions. La création d'un nouveau parti exprimait également un double rejet : celui du communisme stalinien comme celui d'une vieille SFIO empêtrée dans une guerre coloniale et caution d'une Vème République née d'un coup d'état.

Le PSU fit la preuve de son utilité et de son efficacité dans la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, directement en tant que parti mais aussi par l'intermédiaire de ses nombreux militants engagés à des postes de responsabilité à l'UNEF, à la CFDT, à la FEN ou dans des organisations comme la Ligue des droits de l'homme. Si ce rôle est bien connu, on oublie parfois que parallèlement à l'organisation de manifestations, le PSU n'a cessé d'engager des réflexions de fond aussi bien sur l'autogestion que l'écologie, les mutations de la paysannerie ou les nouvelles formes des luttes ouvrières... autant de thèmes que l'on retrouvera dans les années qui vont suivre.

Si l'autogestion a disparu du discours politique d'aujourd'hui, la question de la démocratie reste posée, ainsi que la façon d'associer les salariés à la gestion de leur entreprise. Pour le PSU, la nouvelle société à laquelle il aspire se construit sans attendre dans les pratiques quotidiennes; d'où la tentative de construire « un parti de type nouveau ». Si cette tentative a échoué, reste d'actualité la nécessité de « faire de la politique autrement ».

Deux apports incontestables du PSU doivent être soulignés :

- la rupture avec la tradition jacobine de la gauche française à travers le rapport de Rocard au colloque de Grenoble intitulé « Décoloniser la province » qui ouvre la voie à la décentralisation mise en œuvre à partir de 1982 ;
- l'ancrage de nombreux chrétiens dans le courant socialiste.

Bien qu'amorcée pendant les combats de la Résistance, la rencontre des chrétiens de gauche et des militants laïcs issus de la SFIO ne se fit pas sans mal ; en témoignent, au moment de la fusion, les vives tensions dans de nombreuses fédérations, entre les adhérents issus de l'UGS (qui avait intégré deux ans plus tôt les chrétiens du MLP) et ceux issus du PSA (qui avaient rompu sur la question algérienne mais demeuraient fidèles à la méfiance traditionnelle de la SFIO en direction du catholicisme).

Le PSU a joué le rôle de creuset pour fondre ces traditions dans le même métal militant ; l'ouest de la France est le meilleur exemple de cette réussite qui a permis de faire de ces villes et villages, longtemps divisés par la question de l'école, les fidèles soutiens électoraux du PS d'aujourd'hui. La déconfessionnalisation de la CFTC en 1964 et le règlement progressif de la question scolaire ont également joué ; mais le rôle de passeur du PSU a été décisif pour accélérer le processus.

Au-delà du témoignage des acteurs qui se sont exprimés à Issy les Moulineaux les 10 et 11 avril, le moment est venu de donner la parole aux historiens. Déjà les travaux de Kessler et de Heurgon ainsi que plusieurs études régionales nous ont appris beaucoup de choses ; mais il reste encore à faire pour replacer ce mouvement politique dans un contexte historique de plus longue durée. A tous égards, le colloque organisé à Sciences-Po Paris les 8 et 9 novembre prochains sera le bienvenu.